**Intervention du Groupe CGT en ouverture de la 2ème partie de la plénière du CESER**

**Le 11 Décembre 2019**

**Intervention de Philippe COTTET**

Le groupe CGT note la faculté d’anticipation du 1er collège quand il s’agit de venir au secours d’un gouvernement qui depuis le début du quinquennat multiplie les mesures et les réformes très politiques effectivement mais aussi **très à l’avantage** du patronat et de la finance.

**Mais juste un petit rappel.**

Le CESER est bien le conseil économique **et social … et environnementa**l, régional.

**Un lieu** n'en déplaise à certains, au gouvernement Macron par exemple, **où les forces sociales organisées ont la possibilité de porter au-devant des élus régionaux, et plus globalement de la population régionale des questions qui les préoccupent et pèsent sur leur quotidien, leur avenir.**

C’est pour cela que le CESE et les CESER sont saisis, et quelquefois au-delà de délibération du Conseil Régional, **le CESER s’auto saisi sur des sujets qu’il considère comme importants pour les habitants de la région dans leur diversité de situations sociales et professionnelles**.

Les CESER est donc un lieu d’échange, de discussions, quelque fois de compromis, mais aussi de confrontation d’idées et de points de vue, **et c’est bien tout cela qui constitue une richesse, et assoit son utilité.** Et qui renforcera son existence.

**C’est la conception même des conseils économiques que certains désireraient transformer** en les remplaçant par des chambres de citoyens et en évacuant le plus possible le rôle des « corps intermédiaires » et plus largement des OS mais aussi des OP, etc.

**Beaucoup contestent, caricaturent** et présentent le CESE, les CESER comme déconnectés de la vie et de l’actualité. N**ous pensons au contraire que nous avons un devoir à demeurer au plus proche des préoccupations des habitants et des travailleurs de la région**.

Donc **la venue du 1er représentant de l’état ne pouvait se faire sans expression sur les raisons du conflit social que connaît, traverse et va traverser le pays afin qu’il connaisse la position de 7 organisations syndicales sur 8 concernant le projet de réforme de retraite imposé par le gouvernement.**

Effectivement le projet de retraite est très politique avec toutes les répercussions sociales qu’il va engendrer et ne rien dire ou ne rien vouloir exprimer sur ce sujet, c’est aussi un positionnement politique au sein de la deuxième assemblée régionale.